

EN BREF

TUNISIE

Exclusion de membres du RCD

Les personnes qui ont été membres ces dix dernières années de l'ex-parti au pouvoir en Tunisie sous le régime de Zine El Abidine Ben Ali ne pourront être candidates lors des élections, a annoncé mardi le premier ministre de transition tunisien. Le scrutin aura lieu le 24 juillet prochain. «Après réflexion, nous avons estimé que 23 ans n'était pas logique. Il y a des responsables du RCD qui ont été réprimés par l'ancien régime», a notamment déclaré Béji Caïd Essebsi. Toutes les personnes qui ont assumé des responsabilités au sein du Cabinet présidentiel, dont les conseillers personnels du président, figureront dans cette liste, a-t-il encore ajouté.

ATS

TURQUIE-ARMÉNIE

Statue de l'amitié déboulonnée

La Turquie a entamé hier le démontage d'un imposant monument célébrant l'amitié avec l'Arménie près de la frontière entre les deux pays. En visite sur place en janvier, le premier ministre Recep Tayyip Erdogan avait tourné la statue en dérision et demandé son enlèvement. Le démontage de la sculpture érigée en 2008, haute de 30 mètres, devrait prendre 10 jours. Le sculpteur, Mehmet Aksoy, a averti que la démolition de son œuvre rappellerait la destruction des Bouddhas de Bamiyan, en Afghanistan, par les talibans. Les autorités font valoir que cette œuvre de vait être détruite car érigée dans une zone interdite à la construction afin de préserver la nature et les monuments historiques environnants. ATS/KEYSTONE



Le Projet Icare étrenne son étape turque par un méchant braquage

ÉCOLOGIE • Malgré une agression, l'ingénieur Marc Muller a entamé, à Istanbul, la seconde moitié de son périple en véhicule éolio-solaire. Direction: la Bulgarie.

PASCAL FLEURY



Nouveau déboire pour Marc Muller, le jeune ingénieur-aventurier qui parcourt les routes du globe depuis bientôt un an à la découverte des énergies durables dans le cadre du Projet Icare, dont «La Liberté» est partenaire. Après avoir été attaqué et dépouillé par une bande en janvier dernier, dans le port de Guayaquil, en Equateur, c'est sur une aire d'autoroute des environs d'Istanbul qu'il vient à nouveau d'être dévalisé dans la nuit du Jeudi-Saint. Un incident heureusement sans conséquence pour la suite de son périple à travers l'est de l'Europe, la Russie, puis les pays nordiques.

Après un crochet par la Suisse, alors que son véhicule éolio-solaire était transféré du Pérou à Istanbul par bateau, Marc Muller a débarqué jeudi dernier en Turquie en voiture, chargé de nouvelles batteries et de pièces électroniques de rechange pour son engin.

Même les jeans!

«Je n'ai pas trouvé d'hôtel en arrivant à Istanbul, à cause des fêtes de Pâques», raconte Marc Muller. «Je me suis alors résigné à dormir dans la voiture, entre les camionneurs qui faisaient halte pendant la nuit, face à un restaurant. Je pensais être ainsi protégé de tout risque. Vers 23 h, malgré le chien dans le véhicule, les voleurs ont fait exploser les vitres à l'avant et à l'arrière. Je n'ai pas eu le temps d'avoir peur. Juste l'instinct de survie! En cinq ou dix secondes, ils ont pris tout ce qui était dans l'habitacle, le matériel informatique et photographique, les balises GPS, les permis de conduire et papiers de la voiture, le passeport du chien, les habits, même mon jeans. Je me suis retrouvé en caleçon!»

Tout a disparu, sauf les batteries pour le véhicule éolio-solaire (qui se trouvaient heureusement au plancher), deux téléphones portables... et son porte-monnaie: «Il

est tombé dans la voiture quand ils ont pris mon pantalon.» Des camionneurs lui portent alors secours, appelant la police pour le constat. Puis les assurances lui viennent en aide, avec efficacité.

Toujours très motivé

Aujourd'hui, le moral est à nouveau bon. Malgré cette pénible aventure – «ça devient lassant!» – Marc Muller reste très motivé pour la suite de l'expédition: «Je viens de récupérer ce matin (hier) mon véhicule. Le transport s'est passé à merveille depuis le Pérou. J'ai changé l'électronique et fait un petit tour. Tout roule!»

Après un premier voyage de dix mois à travers l'Afrique du Nord, les Etats-Unis et l'Amérique latine, le jeune ingénieur peut donc entamer la seconde partie de son périple avec sérénité. L'itinéraire prévu passera par la Bulgarie, «riche en éoliennes», la Roumanie, l'Ukraine, la Pologne, la Russie – «au moins jusqu'à Saint-Petersbourg» –, les pays baltes et enfin la Scandinavie. Dans tous ces pays, le jeune ingénieur étudiera des projets d'économie d'énergie et de compensation de CO₂. «Il sera particulièrement intéressant d'observer comment la transition écologique s'effectue dans les pays de l'ancien bloc de l'Est», souligne-t-il. Le départ avec l'«Icariette» est prévu d'ici la fin de la semaine.

D'ici là, Marc Muller s'intéressera à divers projets turcs, rencontrant des professeurs d'université spécialisés dans les énergies renouvelables et les véhicules solaires, mais aussi des représentants du Ministère de l'environnement. «Dans la région d'Istanbul, l'impression qui domine au premier abord, c'est la croissance à tout prix, avec un trafic intense et polluant», constate-t-il. «La question environnementale ne semble pas encore d'actualité.» Aurant dire que l'avis des experts turcs est très attendu... I

Retrouver les dossiers du Projet Icare sur le site www.laliberte.ch (dans «dossiers»), ou sur www.projet-icare.ch.



Un premier arrêt turc pour Marc Muller et son «Icariette», devant la mosquée du quartier Halkali, à l'ouest d'Istanbul. Comme partout, le drôle d'engin attire les enfants. «Au départ, ils ont tous sauté sur la remorque en rigolant», raconte le jeune ingénieur. MARC MULLER/ICARE

YÉMEN

L'opposition prête à signer le plan de médiation

Les partis d'opposition yéménites ont annoncé hier qu'ils allaient bientôt signer l'accord proposé par le Conseil de coopération du Golfe (CCG) pour le départ du président Ali Abdallah Saleh, après des mois de manifestations contre le gouvernement.

Le chef du Conseil de dialogue national de l'opposition, Mohammed Salem Bassindwa, a déclaré que la signature interviendrait sous 24 heures. Au pouvoir depuis 32 ans, le président Ali Abdallah Saleh a accepté samedi ce plan, qui prévoit son départ dans les 30 jours suivant la signature de l'accord en échange de l'immunité judiciaire pour lui et ses fils.

Mais l'accord a causé d'importantes divisions dans les rangs des partis d'opposition et des jeunes qui ont manifesté dans tout le pays pendant des mois. Ses détracteurs l'accusent de trahir leur revendication centrale de voir le président yémé-

nite traduit en justice. A Sanaa, des dizaines de milliers de personnes rassemblées hier sur la place du Changement ont répété leur rejet du plan de sortie de crise.

A Taëz, à 200 km au sud de Sanaa, un groupe de jeunes se rassemblait aux abords de la place où ont lieu les manifestations, lorsqu'un sniper a ouvert le feu, tuant un militant et blessant dix autres personnes, a expliqué un porte-parole du mouvement de protestation de la ville. La police et la garde présidentielle, qui sont contrôlées directement par le fils aîné du chef de l'Etat ont ouvert le feu à balles réelles et fait usage de gaz lacrymogènes contre les manifestants qui appelaient à la démission immédiate du président et dénonçaient le plan du CCG.

Huit autres manifestants ont été blessés par balles à Beït al Fakih, dans la province de Hou-daïda sur la mer Rouge et trois autres à Aden. ATS/AP

IMMIGRATION

Paris et Rome veulent rétablir les contrôles

Libye, immigration, relations économiques: Nicolas Sarkozy et Silvio Berlusconi ont fait le tour des questions sous tension hier lors du Sommet franco-italien organisé à Rome. Tous deux se sont accordés pour demander une réforme du Traité de Schengen, afin de régler leur querelle née de l'afflux de migrants venus de Tunisie.

Depuis le début du mois, les relations entre les deux pays se sont envenimées sur la question des migrants tunisiens, dont environ 26 000 sont arrivés sur l'île italienne de Lampedusa depuis la chute du régime Ben Ali à la mi-janvier. Nombre d'entre eux, francophones, souhaitent se rendre en France, souvent pour rejoindre famille et proches.

Paris a sévèrement critiqué Rome pour avoir donc décidé de leur accorder 20 000 permis de résidence temporaires, avec lesquels ils franchissent la frontière pour se rendre en France. Ces tensions «n'ont pas lieu d'être», a déclaré le président français Nicolas Sarkozy, lors de sa conférence de presse conjointe avec le président du Conseil italien. «Nous voulons que Schengen vive, et pour que Schengen vive, Schengen doit être réformé», a-t-il affirmé. «Dans des circonstances exceptionnelles, nous pensons qu'il doit y avoir des modifications du Traité de Schengen



Berlusconi et Sarkozy ont demandé une réforme du Traité de Schengen. KEYSTONE

sur lesquelles nous avons décidé de travailler ensemble», a expliqué de son côté Silvio Berlusconi.

Dans une lettre commune adressée au président de la Commission européenne José Manuel Barroso et au président du Conseil européen Herman Van Rompuy, les deux hommes demandent donc à Bruxelles d'«examiner la possibilité de rétablir temporairement le contrôle aux frontières intérieures» des Etats membres, «en cas de difficultés exceptionnelles dans la gestion des frontières extérieures communes».

Les deux présidents plaident en outre pour des «mécanismes de solidarité financière» à l'égard des Etats confrontés à l'arrivée de migrants, et demandent un renfor-

cement de Frontex, l'Agence européenne pour la gestion de la coopération opérationnelle aux frontières extérieures. La question sera examinée lors du Conseil européen du mois de juin.

La détente entre Paris et Rome sur ce volet migratoire a en outre été favorisée par l'annonce par l'Italie, lundi soir, de sa décision de participer désormais aux frappes de l'OTAN en Libye. L'aviation italienne effectuera donc des «interventions très ponctuelles et précises sur des objectifs militaires» en Libye, dans le but de «protéger la population civile», a expliqué hier Silvio Berlusconi.

Par ailleurs, les deux dirigeants ont haussé le ton à l'égard du régime de Damas, au lendemain d'une intervention meurtrière de l'armée à Deraa, fief de la contestation. La situation en Syrie est «devenue inacceptable», a jugé le président français. «Nous adressons un appel aux autorités de Damas pour que la répression violente prenne fin», a renchéri M. Berlusconi.

De son côté, Paris a fait un pas vers l'Italie en apportant officiellement son soutien à Mario Draghi, actuel président de la Banque centrale italienne, pour la succession de Jean-Claude Trichet à la tête de la Banque centrale européenne (BCE), le mandat de ce dernier prenant fin en octobre. AP